



Cher commerçant, chère commerçante,

Tous les vœux pour cette nouvelle année pendant laquelle vous pourrez compter sur mon soutien.

Car je sais que pour vous particulièrement, l'année 2023 commence sous de mauvais auspices. Les factures de l'énergie explosent et, vous en faites les frais, notamment les boulangeries et boucheries. Les PME de l'agro-alimentaire et certaines industries, comme les scieries ou le textile, craignent également de ne plus avoir que quelques mois à vivre. Les marges ne permettent pas d'absorber la hausse alors que l'activité consomme beaucoup d'énergie. Les nouveaux contrats de fourniture d'énergie pour 2023 sont insupportables : les prix triplent, quadruplent, parfois davantage. Les conséquences ? Nourriture encore plus chère, dizaines de milliers d'emplois menacés, disparition des commerces de proximité et artisanaux, concurrence déloyale de la grande distribution.

Depuis le début de la crise, le gouvernement improvise des aides insuffisantes, temporaires, mal ciblées : ici un "amortisseur", là un "guichet" et de possibles reports de cotisations et d'impôts. Le tout n'absorbe même pas la moitié des hausses... Et en même temps, il fait payer les contribuables alors que les fournisseurs privés font des superprofits sur notre dos. Pourquoi ? Parce que le marché de l'énergie a été dérégulé par l'Union européenne. Le coût moyen de production, qui servait à calculer les prix de l'électricité, a été abandonné au profit d'un prix de marché spéculatif.

Avec mon groupe parlementaire LFI-Nupes, nous exigeons deux mesures principales :

- blocage immédiat des prix du gaz et de l'électricité pour les ménages, les associations, les entreprises, les collectivités locales, etc.;
- retour de tarifs réglementés d'achat du gaz et de l'électricité basés sur le prix de production et pilotés par la puissance publique.

Ces propositions s'inscrivent dans un programme plus global d'aide aux artisans et TPE/PME (réforme de l'impôt sur les sociétés, caisse de péréquation, réduction de la TVA sur les produits de première nécessité et réinstauration d'une "TVA grand luxe" pour la financer...).

Soyez assuré·e de ma détermination à continuer à défendre vos intérêts et ceux de toute la population.

Bien à vous,

Danièle OBONO